

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

HUDOC: Liste des mots-clés article par article

Les questions juridiques traitées dans chaque affaire sont synthétisées dans une liste de mots-clés, provenant du thésaurus, qui contient des termes directement extraits (pour la plupart) du texte de la Convention européenne des droits de l'homme et des protocoles additionnels.

La recherche avec ces mots-clés vous permettra de trouver un groupe de documents avec un contenu juridique similaire.

La liste des mots-clés complète celle disponible dans le lexique HUDOC.

Table des matières

Convention européenne des droits de l'homme	4
Article 14	
Article 24	
Article 34	
Article 45	
Article 55	
Article 66	
Article 78	
Article 88	
Article 99	
Article 109	
Article 1110	
Article 1210	
Article 1311	
Article 1411	
Article 1511	
Article 1612	
Article 1712	
Article 1812	
Article 1912	
Article 33 (précédemment Article 24)12	



Article 34 (précédemment Article 25)12	
Article 35	
Article 37 (précédemment Article 30)13	
Article 38 (précédemment Article 28)14	
Article 3914	
Article 41 (précédemment Article 50)14	
Article 46 (précédemment Articles 53 et 54)14	
Article 47 (précédemment Protocole n° 2)15	
Article 48 (précédemment Protocole n° 2)15	
Article 52 (précédemment Article 57)15	
Article 53 (précédemment Article 60)15	
Article 54 (précédemment Article 61)15	
Article 55 (précédemment Article 62)15	
Article 56 (précédemment Article 63)16	
Article 57 (précédemment Article 64)16	
Article 58 (précédemment Article 65)16	
Article 59 (précédemment Article 66)16	
Précédemment Article 2516	
Précédemment Article 3216	
Précédemment Article 4417	
Précédemment Article 4517	
Précédemment Article 4617	
Précédemment Article 4717	
Précédemment Article 4817	
Précédemment Article 4917	
Protocoles additionnels	18
Protocole n° 1	
Article 1 du Protocole n° 118	
Article 2 du Protocole n° 118	
Article 3 du Protocole n° 118	
Article 4 du Protocole n° 119	
Article 6 du Protocole nº 119	
Protocole n° 4	
Article 1 du Protocole n° 419	
Article 2 du Protocole n° 419	
Article 3 du Protocole n° 420	
Article 4 du Protocole nº 4	

Article 5 du Protocole n° 420	
Article 7 du Protocole n° 420	
Protocole n° 6	
Article 1 du Protocole n° 620	
Article 2 du Protocole n° 620	
Article 4 du Protocole n° 621	
Article 5 du Protocole n° 621	
Article 7 du Protocole n° 621	
Protocole n° 721	
Article 1 du Protocole n° 721	
Article 2 du Protocole n° 722	
Article 3 du Protocole n° 722	
Article 4 du Protocole n° 722	
Article 5 du Protocole n° 722	
Article 6 du Protocole n° 723	
Article 8 du Protocole n° 723	
Protocole n° 1223	
Article 1 du Protocole n° 1223	
Protocole n° 1323	
Article 1 du Protocole n° 1323	
Mots-clés de nortée générale	2

Convention européenne des droits de l'homme

Article 1

[Obligation de respecter les droits de l'homme]

```
Haute Partie contractante (1)
Responsabilité des États (1)
Juridiction des États (1)
```

Article 2

```
[Droit à la vie]
Expulsion (2)
Extradition (2)
Obligations positives (2)
Paragraphe 1
Vie (2-1)
Peine de mort (2-1)
       Prévue par la loi (2-1)
       Accessibilité (2-1)
       Prévisibilité (2-1)
       Garantie contre les abus (2-1)
       Tribunal compétent (2-1)
Enquête effective (2-1)
Paragraphe 2
Recours à la force (2-2)
Absolument nécessaire (2-2)
       Défense contre la violence illégale (2-2)
       Effectuer une arrestation régulière (2-2)
       Empêcher l'évasion (2-2)
       Réprimer une émeute ou une insurrection (2-2)
```

Article 3

[Interdiction de la torture]

```
Torture (3)
Traitement inhumain (3)
Peine inhumaine (3)
Traitement dégradant (3)
Peine dégradante (3)
Enquête effective (3)
Expulsion (3)
Extradition (3)
Obligations positives (3)
```

[Interdiction de l'esclavage et du travail forcé]

Enquête effective (4)
Obligations positives (4)

Paragraphe 1

Esclavage (4-1) Servitude (4-1)

Traite d'êtres humains (4-1)

Paragraphe 2

Travail forcé (4-2)

Travail obligatoire (4-2)

Paragraphe 3

- a) Travail requis des détenus (4-3-a) Travail requis durant la liberté conditionnelle (4-3-a)
- b) Service de caractère militaire (4-3-b) Service civil de remplacement (4-3-b)
- c) Service requis en cas de crise (4-3-c) Service requis en cas de calamité (4-3-c)
- d) Obligations civiques normales (4-3-d)

Article 5

[Droit à la liberté et à la sûreté]

Paragraphe 1

Liberté physique (5-1)

Sûreté (5-1)

Privation de liberté (5-1)

Voies légales (5-1)

Arrestation ou détention régulières (5-1)

- a) Condamnation (5-1-a)
 Après condamnation (5-1-a)
 Tribunal compétent (5-1-a)
- b) Ordonnance rendue conformément à la loi par un tribunal (5-1-b) Insoumission à une ordonnance rendue par un tribunal (5-1-b) Garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi (5-1-b)
- c) Conduire devant l'autorité judiciaire compétente (5-1-c) Infraction pénale (5-1-c) Raisons plausibles de soupçonner (5-1-c) Nécessité raisonnable d'empêcher une infraction (5-1-c) Nécessité raisonnable d'empêcher la fuite (5-1-c)

d) Mineur (5-1-d) Éducation surveillée (5-1-d) Traduire devant l'autorité compétente (5-1-d)

e) Empêcher la propagation d'une maladie contagieuse (5-1-e) Aliéné (5-1-e) Alcoolique (5-1-e) Toxicomane (5-1-e) Vagabond (5-1-e)

f) Empêcher l'entrée irrégulière sur le territoire (5-1-f) Expulsion (5-1-f) Extradition (5-1-f)

Paragraphe 2

Information dans le plus court délai (5-2) Information dans une langue comprise (5-2) Information sur les raisons de l'arrestation (5-2) Information sur l'accusation (5-2)

Paragraphe 3

Juge ou autre magistrat exerçant des fonctions judiciaires (5-3) Aussitôt traduit devant un juge ou autre magistrat (5-3) Jugé dans un délai raisonnable (5-3) Libéré pendant la procédure (5-3) Durée de la détention provisoire (5-3) Caractère raisonnable de la détention provisoire (5-3) Mise en liberté conditionnelle (5-3) Garantie assurant la comparution à l'audience (5-3)

Paragraphe 4

Contrôle de la légalité de la détention (5-4) Introduire un recours (5-4) Contrôle par un tribunal (5-4) Contrôle à bref délai (5-4) Garanties procédurales du contrôle (5-4) Ordonner la libération (5-4)

Paragraphe 5

Réparation (5-5)

Article 6

[Droit à un procès équitable]

Procédure civile (6)
Procédure pénale (6)
Procédure administrative (6)
Procédure constitutionnelle (6)
Procédure disciplinaire (6)
Procédure d'exécution (6)
Expulsion (6)
Extradition (6)

Paragraphe 1

Droits et obligations de caractère civil (6-1)

Décider (6-1)

Contestation (6-1)

Accusation en matière pénale (6-1)

Décider (6-1)

Accès à un tribunal (6-1)

Procès équitable (6-1)

Procédure contradictoire (6-1)

Égalité des armes (6-1)

Assistance judiciaire (6-1)

Audience publique (6-1)

Tenue d'une audience (6-1)

Accès interdit à la presse (6-1)

Accès interdit au public (6-1)

Nécessaire dans une société démocratique (6-1)

Protection de la morale (6-1)

Protection de l'ordre public (6-1)

Sécurité nationale (6-1)

Protection des mineurs (6-1)

Protection de la vie privée des parties (6-1)

Mesure jugée strictement nécessaire (6-1)

Atteinte aux intérêts de la justice (6-1)

Délai raisonnable (6-1)

Tribunal indépendant (6-1)

Tribunal impartial (6-1)

Tribunal établi par la loi (6-1)

Jugement rendu publiquement (6-1)

Paragraphe 2

Accusé d'une infraction (6-2)

Présomption d'innocence (6-2)

Culpabilité légalement établie (6-2)

Paragraphe 3

Accusé d'une infraction (6-3)

Droits de la défense (6-3)

a) Information sur la nature et la cause de l'accusation (6-3-a)

Information dans le plus court délai (6-3-a)

Information dans une langue comprise (6-3-a)

Information détaillée (6-3-a)

b) Préparation de la défense (6-3-b)

Temps nécessaire (6-3-b)

Facilités nécessaires (6-3-b)

Accès au dossier (6-3-b)

c) Se défendre soi-même (6-3-c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur (6-3-c)

Assistance d'un défenseur de son choix (6-3-c)

Moyens insuffisants (6-3-c)

Assistance gratuite d'un avocat d'office (6-3-c)

Exigé par les intérêts de la justice (6-3-c)

- d) Témoins (6-3-d)
 Interrogation des témoins (6-3-d)
 Obtenir la convocation de témoins (6-3-d)
 Mêmes conditions (6-3-d)
- e) Assistance gratuite d'un interprète (6-3-e)

[Pas de peine sans loi]

Paragraphe 1

Nullum crimen sine lege (7-1)
Nulla poena sine lege (7-1)
Condamnation (7-1)
Peine plus forte (7-1)
Infraction pénale (7-1)
Moment où l'action ou l'omission a été commise (7-1)
Rétroactivité (7-1)

Paragraphe 2

Infraction pénale (7-2)
Principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées (7-2)

Article 8

[Droit au respect de la vie privée et familiale]

Expulsion (8)
Extradition (8)
Obligations positives (8)

Paragraphe 1

Respect de la vie privée (8-1) Respect de la vie familiale (8-1) Respect du domicile (8-1) Respect de la correspondance (8-1)

Paragraphe 2

Autorité publique (8-2)
Ingérence (8-2)
Prévue par la loi (8-2)
Accessibilité (8-2)
Prévisibilité (8-2)
Garanties contre les abus (8-2)
Nécessaire dans une société démocratique (8-2)
Sécurité nationale (8-2)
Sûreté publique (8-2)
Bien-être économique du pays (8-2)
Défense de l'ordre (8-2)
Prévention des infractions pénales (8-2)
Protection de la santé (8-2)

```
Protection de la morale (8-2)
Protection des droits et libertés d'autrui (8-2)
```

```
[Liberté de pensée, de conscience et de religion]
Obligations positives (9)
Paragraphe 1
Liberté de pensée (9-1)
Liberté de conscience (9-1)
Liberté de religion (9-1)
Changer de religion ou de conviction (9-1)
Manifester sa religion ou sa conviction (9-1)
       Culte (9-1)
       Enseignement (9-1)
       Pratiques (9-1)
       Accomplissement des rites (9-1)
Paragraphe 2
Ingérence (9-2)
Prévue par la loi (9-2)
       Accessibilité (9-2)
       Prévisibilité (9-2)
       Garanties contre les abus (9-2)
Nécessaire dans une société démocratique (9-2)
       Sûreté publique (9-2)
       Protection de l'ordre public (9-2)
       Protection de la santé (9-2)
       Protection de la morale (9-2)
       Protection des droits et libertés d'autrui (9-2)
```

Article 10

```
[Liberté d'expression - {général}]

Obligations positives (10)

Paragraphe 1
Liberté d'expression (10-1)
Liberté d'opinion (10-1)
Liberté de recevoir des informations (10-1)
Liberté de communiquer des informations (10-1)
Liberté de recevoir des idées (10-1)
Liberté de communiquer des idées (10-1)
Liberté de communiquer des idées (10-1)
Autorisation de frontière (10-1)
Autorisations des entreprises de radiodiffusion (10-1)

Paragraphe 2
Devoirs et responsabilités (10-2)
```

```
Ingérence d'autorités publiques (10-2)
Prévue par la loi (10-2)
       Accessibilité (10-2)
       Prévisibilité (10-2)
       Garanties contre les abus (10-2)
Nécessaire dans une société démocratique (10-2)
       Sécurité nationale (10-2)
       Intégrité territoriale (10-2)
       Sûreté publique (10-2)
       Défense de l'ordre (10-2)
       Prévention des infractions pénales (10-2)
       Protection de la santé (10-2)
       Protection de la morale (10-2)
       Protection des droits d'autrui (10-2)
       Protection de la réputation d'autrui (10-2)
       Empêcher la divulgation d'informations confidentielles (10-2)
       Garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire (10-2)
```

[Liberté de réunion et d'association]

```
Paragraphe 1
Liberté de réunion pacifique (11-1)
Liberté d'association (11-1)
Fonder et s'affilier à des syndicats (11-1)
       Ne pas s'affilier à des syndicats (11-1)
       Intérêts des membres (11-1)
Paragraphe 2
Ingérence (11-2)
Prévue par la loi (11-2)
       Accessibilité (11-2)
       Prévisibilité (11-2)
       Garanties contre les abus (11-2)
Nécessaire dans une société démocratique (11-2)
       Sécurité nationale (11-2)
       Sûreté publique (11-2)
       Défense de l'ordre (11-2)
       Prévention des infractions pénales (11-2)
       Protection de la santé (11-2)
       Protection de la morale (11-2)
       Protection des droits et libertés d'autrui (11-2)
Membres des forces armées (11-2)
Membres de la police (11-2)
Membres de l'administration (11-2)
```

Article 12

[Droit au mariage]

L'homme et la femme (12) Âge nubile (12)

```
Se marier (12)
Fonder une famille (12)
Loi nationale (12)
```

[Droit à un recours effectif]

```
Recours effectif (13)
Instance nationale (13)
Grief défendable (13)
```

Article 14

[Interdiction de la discrimination]

```
Discrimination (14)
Sexe (14)
Race (14)
Couleur (14)
Langue (14)
Religion (14)
Opinions politiques ou autres (14)
Origine nationale (14)
Origine sociale (14)
Minorité nationale (14)
Fortune (14)
Naissance (14)
Autre situation (14)
Situation comparable (14)
Justification objective et raisonnable (14)
```

Article 15

[Dérogation en cas d'état d'urgence]

```
Paragraphe 1
Guerre (15-1)
Danger public (15-1)
Menace pour la vie de
```

Menace pour la vie de la nation (15-1)

Dérogation (15-1)

Stricte mesure où la situation l'exige (15-1)

Obligations internationales (15-1)

Paragraphe 3

Notification d'une dérogation (15-3)

[Restrictions à l'activité politique des étrangers - {général}]

Restrictions à l'activité politique des étrangers (16)

Article 17

[Interdiction de l'abus de droit]

Destruction des droits et libertés (17) Limitations excessives des droits et libertés (17)

Article 18

[Limitation de l'usage des restrictions aux droits]

Restrictions dans un but non prévu (18)

Article 19

[Institution de la Cour]

Haute Partie contractante (19) Engagements souscrits par les Parties (19) Assurer le respect des engagements (19)

Article 33 (précédemment Article 24)

[Affaires interétatiques]

Requête interétatique (33) État requérant (33) État défendeur (33) Compétence de la Cour (33)

Article 34 (précédemment Article 25)

[Requêtes individuelles]

Recours (34)
État défendeur (34)
Personne physique (34)
Organisation non gouvernementale (34)
Groupe de particuliers (34)
Victime (34)
Actio popularis (34)
Locus standi (34)
Entraver l'exercice du droit de recours (34)

[Conditions de recevabilité]

Paragraphe 1 (précédemment Article 26)

Épuisement des voies de recours internes (35-1)

Dérogation au principe de l'épuisement des voies de recours internes (35-1)

Recours interne effectif (35-1)

Délai de quatre mois (précédemment six mois) (35-1)

Décision interne définitive (35-1)

Situation continue (35-1)

Paragraphe 2 (précédemment Article 27)

- a) Requête anonyme (35-2-a)
- b) Requête déjà examinée par la Cour (35-2-b) Requête déjà soumise à une autre instance internationale (35-2-b) Faits nouveaux (35-2-b)

Paragraphe 3 (précédemment Article 27)

a) Ratione temporis (35-3-a)

Situation continue (35-3-a)

Ratione loci (35-3-a)

Ratione materiae (35-3-a)

Ratione personae (35-3-a)

Manifestement mal fondé (35-3-a)

Requête abusive (35-3-a)

b) Aucun préjudice important (35-3-b)

Poursuite de l'examen non justifiée (35-3-b)

Affaire dûment examinée par un tribunal interne (35-3-b)

Paragraphe 4

Rejet de la requête à tout stade de la procédure (35-4)

Article 37 (précédemment Article 30)

[Radiation du rôle - {général}]

Paragraphe 1

Radiation du rôle (37-1)

Respect des droits de l'homme (37-1)

- a) Absence d'intention de maintenir la requête (37-1-a)
- b) Litige résolu (37-1-b)
- c) Poursuite de l'examen non justifiée (37-1-c)

Paragraphe 2

Réinscription au rôle (37-2)

Article 38 (précédemment Article 28)

[Examen contradictoire de l'affaire - {général}]

Examen contradictoire de l'affaire (38) Obligation de fournir toutes facilités nécessaires (38)

Article 39

[Règlements amiables]

Règlement amiable (39)

Article 41 (précédemment Article 50)

```
[Satisfaction équitable - {général}]

Satisfaction équitable (41)

Dommage matériel (41)

Préjudice moral (41)

Frais et dépens (41)

Réparation imparfaite en droit interne (41)

Partie lésée (41)

Juridiction pour donner des ordres ou prononcer des injonctions (41)

Frais d'expertise (41)

Intérêts moratoires (41)

Lien de causalité (41)

Évaluation globale (41)

Insaisissabilité (41)
```

Article 46 (précédemment Articles 53 et 54)

```
Arrêt pilote (46)
Problème structurel (46)
```

[Force obligatoire et exécution des arrêts]

Mesures générales (arrêt pilote) (46) Mesures individuelles (arrêt pilote) (46)

Paragraphe 1

Se conformer à l'arrêt (46-1) Parties au litige (46-1)

Paragraphe 2

```
Exécution de l'arrêt (46-2)

Satisfaction équitable (46-2)

Intérêt moratoire (46-2)

Insaisissabilité (46-2)

Mesures individuelles (46-2)

Réouverture du procès (46-2)

Grâce (46-2)

Radiation du casier judiciaire (46-2)
```

Mesures générales (46-2) Amendements législatifs (46-2)

> Modification de la réglementation (46-2) Modification de la jurisprudence (46-2)

Paragraphe 4

Procédure en manquement (46-4)

Article 47 (précédemment Protocole n° 2)

[Avis consultatifs - {général}]

Demande du Comité des Ministres (47) Avis consultatifs (47)

Article 48 (précédemment Protocole n° 2)

[Compétence consultative de la Cour - {général}]

Compétence consultative de la Cour (48)

Article 52 (précédemment Article 57)

[Enquêtes du Secrétaire Général]

Demande du Secrétaire Général (52) Rapport au Secrétaire Général (52)

Article 53 (précédemment Article 60)

Droits garantis ailleurs (53)

Article 54 (précédemment Article 61)

Pouvoirs du Comité des Ministres (54)

Article 55 (précédemment Article 62)

Renonciation à un autre mode de règlement (55)

Article 56 (précédemment Article 63)

[Application territoriale - {général}]

Application territoriale (56) Nécessités locales (56)

Article 57 (précédemment Article 64)

[Réserves - {général}]

Réserves (57)
Disposition particulière de la Convention (57)
Loi alors en vigueur (57)
Interdiction des réserves de caractère général (57)
Bref exposé de la loi (57)
Déclaration interprétative (57)

Article 58 (précédemment Article 65)

[Dénonciation]

Préavis de six mois (58) Notification d'une dénonciation (58) Cesser d'être membre du Conseil de l'Europe (58)

Article 59 (précédemment Article 66)

[Signature et ratification - {général}]

Signature et ratification (59)

Précédemment Article 25

Compétence de la Commission (25) Déclaration reconnaissant la compétence (25)

Précédemment Article 32

Mesure prise suite à une décision (32)
Satisfaction équitable (32)
Intérêts moratoires (32)
Insaisissabilité (32)
Mesures individuelles (32)
Réouverture du procès (32)
Grâce (32)
Radiation du casier judiciaire (32)
Mesures générales (32)

Amendements législatifs (32)
Modification de la réglementation (32)
Modification de la jurisprudence (32)
Haute Partie Contractante intéressée (32)
Publication du rapport (32)
Règlement amiable (32)

Précédemment Article 44

Qualité pour saisir la Cour (44)

Précédemment Article 45

Juridiction de la Cour (45)

Précédemment Article 46

Déclaration reconnaissant la juridiction (46) Condition de réciprocité (46) Situation continue (46) Ratione loci (46) Ratione materiae (46) Ratione personae (46) Ratione temporis (46)

Précédemment Article 47

Délai de trois mois (47)

Précédemment Article 48

État dont la victime est le ressortissant (48)

Précédemment Article 49

Contestation sur la juridiction (49)

Protocoles additionnels

Protocole nº 1

Article 1 du Protocole nº 1

```
[Protection de la propriété]
Obligations positives (P1-1)
Biens (P1-1-1)
Respect des biens (P1-1-1)
Ingérence (P1-1-1)
Privation de propriété (P1-1-1)
       Utilité publique (P1-1-1)
Prévue par la loi (P1-1-1)
       Accessibilité (P1-1-1)
       Prévisibilité (P1-1-1)
       Garanties contre les abus (P1-1-1)
Principes généraux du droit international (P1-1-1)
Réglementer l'usage des biens (P1-1-2)
       Intérêt général (P1-1-2)
Assurer le paiement des impôts (P1-1-2)
Assurer le paiement des contributions ou amendes (P1-1-2)
```

Article 2 du Protocole nº 1

```
[Droit à l'instruction - {général}]

Droit à l'instruction (P1-2)

Respect des convictions religieuses des parents (P1-2)

Respect des convictions philosophiques des parents (P1-2)
```

Article 3 du Protocole nº 1

[Droit à des élections libres - {général}]

```
Droit à des élections libres (P1-3)
Élections périodiques (P1-3)
Élections au scrutin secret (P1-3)
Libre expression de l'opinion du peuple (P1-3)
Choix du corps législatif (P1-3)
Vote (P1-3)
Se porter candidat aux élections (P1-3)
```

Article 4 du Protocole nº 1

Application territoriale (P1-4)

Article 6 du Protocole nº 1

Signature et ratification (P1-6)

Protocole nº 4

Article 1 du Protocole nº 4

[Interdiction de l'emprisonnement pour dette - {général}]

Interdiction de l'emprisonnement pour dette (P4-1) Privation de liberté (P4-1)

Article 2 du Protocole nº 4

[Liberté de circulation - {général}]

Paragraphe 1

Liberté de circulation (P4-2-1) Liberté de choisir sa résidence (P4-2-1) Régulièrement sur le territoire d'un État (P4-2-1)

Paragraphe 2

Liberté de quitter un pays (P4-2-2)

Paragraphe 3

Article 3 du Protocole nº 4

[Interdiction de l'expulsion des nationaux - {général}]

Paragraphe 1

Interdiction d'expulser un ressortissant (P4-3-1) Interdiction des expulsions collectives de ressortissants (P4-3-1)

Paragraphe 2

Entrer dans son pays (P4-3-2)

Article 4 du Protocole nº 4

[Interdiction des expulsions collectives d'étrangers - {général}]

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers (P4-4)

Article 5 du Protocole nº 4

Application territoriale (P4-5)

Article 7 du Protocole nº 4

Signature et ratification (P4-7)

Protocole nº 6

Article 1 du Protocole nº 6

[Abolition de la peine de mort - {général}]

Abolition de la peine de mort (P6-1)

Article 2 du Protocole nº 6

[Peine de mort en temps de guerre - {général}]

Peine de mort en temps de guerre (P6-2) Guerre (P6-2) Danger imminent de guerre (P6-2) Prévue par la loi (P6-2) Accessibilité (P6-2) Prévisibilité (P6-2) Garanties contre les abus (P6-2) Communication de la loi au Secrétaire Général (P6-2)

Article 4 du Protocole nº 6

[Interdiction de réserves - {général}]

Interdiction de réserves (P6-4)

Article 5 du Protocole nº 6

Application territoriale (P6-5)

Article 7 du Protocole nº 6

Signature et ratification (P6-7)

Protocole nº 7

Article 1 du Protocole nº 7

[Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers]

Paragraphe 1

Expulsion d'un étranger (P7-1-1)
Résidant régulièrement (P7-1-1)
Prévue par la loi (P7-1-1)
Accessibilité (P7-1-1)
Prévisibilité (P7-1-1)
Garanties contre les abus (P7-1-1)
Contester l'expulsion (P7-1-1)
Réexamen de la décision d'expulsion (P7-1-1)
Autorité compétente (P7-1-1)
Être représenté (P7-1-1)

Paragraphe 2

Expulsion avant l'exercice de droits procéduraux (P7-1-2) Nécessaire dans une société démocratique (P7-1-2) Protection de l'ordre public (P7-1-2) Sécurité nationale (P7-1-2)

Article 2 du Protocole nº 7

[Droit à un double degré de juridiction en matière pénale]

Condamnation (P7-2)
Infraction pénale (P7-2)
Tribunal compétent (P7-2)
Réexamen de la condamnation (P7-2)
Réexamen de la peine (P7-2)
Juridiction supérieure (P7-2)
Loi nationale (P7-2)
Infractions mineures (P7-2)
Procès en première instance par la plus haute juridiction (P7-2)
Condamnation à la suite d'un recours contre son acquittement (P7-2)

Article 3 du Protocole nº 7

[Droit d'indemnisation en cas d'erreur judiciaire]

Indemnisation (P7-3)
Erreur judiciaire (P7-3)
Condamnation (P7-3)
Infraction pénale (P7-3)
Faits nouveaux ou nouvellement révélés (P7-3)
Loi nationale (P7-3)
Non-révélation d'un fait, imputable au condamné (P7-3)

Article 4 du Protocole n° 7

[Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois - {général}]

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois (P7-4)
Infraction pénale (P7-4)
Condamnation (P7-4)
Acquittement (P7-4)
Juridiction du même État (P7-4)
Réouverture du procès (P7-4)
Faits nouveaux ou nouvellement révélés (P7-4)
Vice fondamental dans la procédure (P7-4)

Article 5 du Protocole nº 7

[Égalité entre époux - {général}]

Égalité entre époux (P7-5)
Époux (P7-5)
Relations avec les enfants (P7-5)
Au regard du mariage (P7-5)
Durant le mariage (P7-5)
Lors de la dissolution du mariage (P7-5)
Mesures nécessaires dans l'intérêt des enfants (P7-5)

Article 6 du Protocole nº 7

Application territoriale (P7-6)

Article 8 du Protocole nº 7

Signature et ratification (P7-8)

Protocole nº 12

Article 1 du Protocole n° 12

[Interdiction générale de la discrimination - {général}]

Interdiction générale de la discrimination (P12-1)

Protocole nº 13

Article 1 du Protocole nº 13

[Abolition de la peine de mort]

Abolition de la peine de mort en toutes circonstances (P13-1)

Mots-clés de portée générale

Accessibilité
Prévisibilité
Juridiction de la Cour
Marge d'appréciation
Droits et libertés n'admettant aucune dérogation
Obligations positives
Proportionnalité
Garanties contre les abus